

Fin mars 2023, ce nombre est descendu à 676 dossiers, ce qui indique que le retard est systématiquement en train d'être comblé.

Afin de résorber ce retard au plus vite, le Collège des bourgmestre et échevins d'Anvers élabore un plan d'urgence. Ce plan contient des actions visant à augmenter la capacité de traitement, d'une part, et les effectifs, d'autre part. Certaines d'entre elles sont déjà entrées en vigueur. Toutefois, il est très difficile de trouver et de recruter du personnel supplémentaire afin d'augmenter les effectifs et la capacité additionnelle estimée n'a pas encore pu être réalisée.

Les premiers effets se font néanmoins déjà sentir et à la mi-mai 2023, le nombre de dossiers supplémentaires est tombé à 647.

À l'heure actuelle, les prévisions établies peuvent encore être atteintes et la fin de l'arriéré ainsi que le respect des délais décrets normaux peuvent être estimés à l'automne 2023.

Les délais internes de traitement devraient rapidement se réduire, mais ils resteront encore longtemps légèrement supérieurs aux délais légaux. En raison de cette situation, la ville d'Anvers n'est toujours pas en mesure de respecter les délais prévus par le décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement et l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 novembre 2015 portant exécution du décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement. Si les délais d'ordre sont moins problématiques, les délais de décision contraignants peuvent quant à eux entraîner des conséquences indésirables et inévitables, tant pour les demandeurs de permis que pour les autorités et le public concerné. Cette situation de force majeure ne peut être imputée à la ville. Il est impératif que les demandeurs n'aient pas à en subir les effets négatifs. En effet, l'absence d'action signifierait que de nombreux demandeurs seraient confrontés à un refus tacite de leur demande.

La force majeure est un principe général de droit. Il convient toutefois d'en user avec prudence afin d'éviter tout abus, mais il semble incontestable qu'il s'agit d'une situation de force majeure.

Pour éviter les irrégularités de procédure et le dépassement des échéances, il est nécessaire de prolonger le champ d'application de la règle de force majeure de 30 jours supplémentaires. En effet, la cinquième prolongation de la situation de force majeure expire à la fin du mois de mai 2023.

La prolongation rend la règle de force majeure applicable aux dossiers introduits avant le 29 juin 2023.

Aussi, la situation actuelle doit clairement être considérée comme un « cas d'urgence spécialement motivée », tel que visé à l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, de sorte que l'avis de la section de Législation du Conseil d'État n'est pas requis.

LA MINISTRE FLAMANDE ARRÊTE :

Article 1^{er}. La date limite de dépôt du 31 décembre 2022, visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 3, 2^o, de l'arrêté précité du Gouvernement flamand du 9 décembre 2022 est prolongée pour la sixième fois de trente jours.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 mai 2023.

Bruxelles, le 23 mai 2023.

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien,
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,
Z. DEMIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/202878]

30 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un Service social des Services du Gouvernement wallon en vue d'affilier à ce dernier le personnel du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le décret du 25 mai 1983 relatif au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ayant modifié, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un Service social des Services du Gouvernement wallon;

Vu le rapport du 26 octobre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 novembre 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 1^{er} décembre 2022;

Vu le protocole de négociation n° 836 du Comité de Secteur n° XVI, conclu le 3 février 2023;

Vu l'avis 73.111/4 du Conseil d'État, donné le 15 mars 2023, en application de l'article 84,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le CESE Wallonie dispose de son personnel propre;

Considérant que le CESE Wallonie a introduit une demande d'adhésion au service social des services du Gouvernement wallon pour que son personnel bénéficie des mêmes avantages que le personnel du Service public de Wallonie;

Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un Service social des Services du Gouvernement wallon, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2021, est complété par le 25^o rédigé comme suit :

" 25^o le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie. ".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre-Président et la Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/202878]

30. MÄRZ 2023 – Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991 zur Schaffung eines Sozialdienstes für die Dienststellen der Wallonischen Regierung, um das Personal des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie diesem anzuschließen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 1983 über den Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie, mit dem das Rahmengesetz vom 15. Juli 1970 zur Organisierung der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) was den "Conseil économique et régional pour la Wallonie" (Regionaler Wirtschaftsrat der Wallonie) betrifft, abgeändert wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991 zur Schaffung eines Sozialdienstes für die Dienststellen der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Berichts vom 26. Oktober 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 8. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 3. Februar 2023 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 836 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 15. März 2023 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 73.111/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie über eigenes Personal verfügt;

In der Erwägung, dass der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie einen Antrag auf Beitritt zum Sozialdienst für die Dienststellen der Wallonischen Regierung gestellt hat, damit seine Personalmitglieder in den Genuss der gleichen Vorteile wie das Personal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gelangen;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten und der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 4 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991 zur Schaffung eines Sozialdienstes für die Dienststellen der Wallonischen Regierung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2021, wird durch Ziffer 25 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"25^o der Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie."

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Ministerpräsident und die Ministerin für den öffentlichen Dienst werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/202878]

30 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een sociale dienst voor de diensten van de Waalse Regering met het oog op de aansluiting van het personeel van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië) bij deze laatste

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging van het decreet van 25 mei 1983, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een sociale dienst voor de diensten van de Waalse Regering;

Gelet op het rapport van 26 oktober 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 836 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 3 februari 2023;

Gelet op advies 73.111/4 van de Raad van State, gegeven op 15 maart 2023, overeenkomstig artikel 84,

§ 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 1973 januari ;

Overwegende dat de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" over eigen personeel beschikt;

Overwegende dat de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" een verzoek heeft ingediend om aan te sluiten bij de sociale dienst voor de diensten van de Waalse Regering, zodat zijn personeel dezelfde voordelen geniet als het personeel van de Waalse Overheidsdienst;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een Sociale Dienst voor de Diensten van de Waalse Regering, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2021, wordt aangevuld met een punt 25^o, luidend als volgt:

"25^o de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië)."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE